

# Krach, boum, hue !

Où en est la crise ?  
La récession est-elle inévitable ?  
Les conséquences d'une  
récession éventuelle sur la situation  
politique et sociale en France.

*Ce texte est le compte-rendu du débat organisé par l'AJTEC au lendemain du Krach boursier du 19 octobre 1987 avec la participation de : Benjamin Coriat , Michel Durand, Alexandre Faire, Alain Lipietz, Philippe Messine, Gustave Massiah, Malgré les délais d'édition on verra à quel point il n'a rien perdu de son actualité.*

## Alain Lipietz:

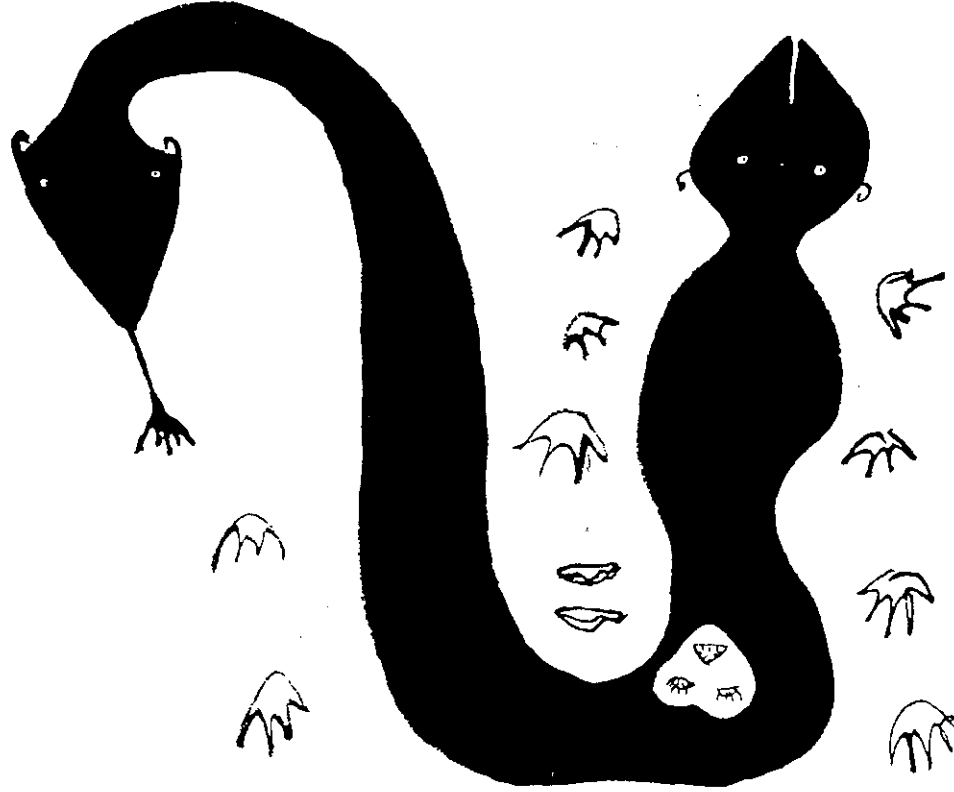
Le tournant actuel s'inscrit dans la longue durée de la crise. Ce krach n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein car cette crise dure maintenant depuis bientôt deux décennies. C'est la crise d'un certain modèle de développement qui comprend une certaine idéologie, une certaine forme d'Etat, ... de relations internationales, une certaine forme d'organisation du travail, une certaine structure macro-économique dominante, une certaine forme de régulation.

Pour simplifier à l'extrême et si l'on s'en tient à une approche strictement économique, la crise du développement fordien qui avait dominé l'après guerre comprend deux aspects : un premier aspect consiste en une crise croissante de la mécanisation, le second aspect, réside dans la contradiction croissante entre les formes de régulation de l'économie qui avaient une base essentiellement nationale (Etat-Providence, législation sociale) et qui entrent désormais en contradiction avec l'internationalisation croissante.

La crise a commencé par le premier aspect, c'est-à-dire par un essoufflement du modèle industriel qui

Dans la longue  
durée de la  
crise

La crise du  
développement  
fordien



s'est traduit par un ralentissement des gains de productivité à la fin des années 60 et une accélération de la croissance de la composition organique du capital (ou coefficient de capital): il fallait de plus en plus de capital constant/fête. Mécaniquement cela tend à faire tomber le taux de profit, donc il devient plus difficile d'investir. Tout nouvel investissement crée moins d'emplois, ce qui crée des tensions sur la valeur ajoutée (conflits de répartition), le chômage grandit, donc cela produit des tensions sur l'Etat-Providence. Des tensions s'accroissent même sous l'apparence, en terme de résultats, d'une croissance assez satisfaisante, et même parfois brillante, dans les dernières années 60 et premières années 70.

**Premier choc pétrolier :**  
catalyseur d'une première phase de la crise

Puis est apparu le catalyseur qu'a été le choc pétrolier et l'on est entré dans une première phase de la crise. Dans cette première phase, on peut entendre les intellectuels collectifs du capitalisme mondial, c'est-à-dire, aussi bien les experts de l'O.C.D.E. que les grands éditorialistes ou les prix Nobel les plus cotés dire: « Il ne faut pas s'affoler, on va vous régler ça rapidement en soutenant la demande.»

Il n'y a donc pas une attaque gigantesque contre les revenus des travailleurs, il n'y a pas de démantèlement de la Sécurité Sociale, pas de démantèlement des conventions collectives. Quand apparaissent des déficits commerciaux, dûs notamment à la ponction pétrolière, on les finance: les Etats-Unis, le grand émetteur de monnaie, financent en émettant de la monnaie. Cette politique est relativement auto-valante: l'argent qui finance les déficits va dans les caisses de l'OPEP qui recycle vers les banques, qui elles-même recyclent vers le Tiers-Monde. Le Tiers-Monde s'équipe et ainsi fait marcher l'industrie du Nord. Tout va bien!

On s'aperçoit à la fin des années 70 que tout ne va pas si bien en réalité. La croissance n'est pas très rapide, elle est tout à fait honorable pour une crise, et elle est spectaculaire dans le Tiers-Monde. Mais cette croissance peu rapide est de plus très inflationniste.

Le premier grand tournant se situe vers la fin des années 70 (79 pour symboliser l'entrée de Volker à la banque fédérale américaine). Les élites ne croient pas aux méthodes habituelles pour faire revivre l'ancien

modèle de l'après-guerre, et on réinvente la formule «on ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs». C'est alors le grand tournant monétariste, qui prend la forme de restrictions sur les nouveaux crédits, et aussi la forme d'attaque contre l'Etat-Providence, les conventions collectives (Etats-Unis et Grande Bretagne) et la formule rappelée ci-dessus: «Brisons les anciennes formes de régulation, entraves au redéploiement industriel, laissons les entreprises (les meilleures) se débrouiller»

Le crédit rare et la demande restreinte feront que seuls les forts, les innovants survivront. Cette politique provoque immédiatement des réactions en chaîne, qui culminent vers l'été 82 par une formidable dépression aux Etats-Unis, qui s'est ensuite assez largement diffusée vers l'Europe, un peu au Japon, et surtout par une crise formidable de l'endettement du Tiers-Monde qui voit les taux d'intérêts monter et qui ne peut pas continuer le «run-off», la reproduction de ses dettes, et qui ne trouve plus de clients car il y a récession au Nord.

Devant cette crise extrêmement grave qui risque de miner le système, on redoute une vraie crise-de type de celle de 1929 - avec effondrement de la croissance.

On relâche la pédale et on entre dans la troisième phase de la crise qui va durer de fin 82 jusqu'à cette année, un peu plus laxiste dans l'émission de monnaie. Le Tiers-Monde continue de s'endetter mais beaucoup moins rapidement, une certaine partie du Tiers-Monde rembourse. Au niveau de l'activation de la demande, ce sont les Etats-Unis qui mènent la danse. Ils le font, non pas par les vieilles méthodes du fordisme, méthodes assez systématiques de soutien à la demande populaire par le biais des conventions collectives, de l'Etat-Providence, mais au contraire par des méthodes beaucoup plus anciennes de stimulation de la demande, par les dépenses militaires. Avec l'énorme déficit budgétaire, on passe commande d'abord à l'industrie d'armement, qui elle-même induit des commandes dans les industries électroniques, etc, ce qui soutient une partie des classes moyennes, lesquelles dépensent leur argent en entretenant une espèce de domesticité collective qui prolifère aux Etats-Unis. Ce sont les «petits jobs». Ceci provoque une expansion beaucoup plus bancale que celle de la période Carter (première phase de la crise), mais il s'agit quand même d'une expansion. Petit retour sur le pré-

**Une vraie crise comme en 29 ?**

**Dépenses d'armement et petits boulots**

**1979 : la thérapeutique monétariste**

mier aspect de la crise, c'est-à-dire la solution à la crise du travail : un certain nombre de pays (le Japon évidemment, mais aussi certains pays, certaines régions d'Europe comme le Nord de l'Italie, l'Allemagne, la Suède, etc..) sont en train de mettre en oeuvre des formes nouvelles de croissance de la productivité. Cela n'est absolument pas le cas aux Etats-Unis où justement la désagrégation volontaire des anciens compromis capital/travail aboutit à une polarisation sociale totale entre d'une part les ingénieurs et techniciens, partie prenante des tâches de conception sur les technologies nouvelles et d'autre part une masse de prolétariat de plus en plus déqualifiée et exclue. Toute autre est la voie du Japon et des quelques régions d'Europe que j'ai citées qui, au contraire, arrivent à nouer des compromis beaucoup plus intéressants avec la classe ouvrière basés sur une application négociée.

On peut discuter sur la façon dont ça a été négocié, mais le résultat est tout à fait réel: la supériorité technologique, qui est une supériorité du compromis social dans l'usine du Japon et de ces régions d'Europe, devient éclatante. Ce qui fait que la stimulation de la demande aux Etats-Unis se traduit par le déficit colossal de la balance commerciale des Etats-Unis. Cela dit, ces autres pays, qui semblent avoir fait des pas en avant significatifs dans la solution à la crise du modèle d'industrialisation fordien, n'ont absolument pas résolu le problème de la régulation de leur demande. Ils comptent entièrement sur la stimulation de l'économie mondiale que réalise le déficit américain. Pendant toute cette troisième période 83-87, les Etats-Unis sont la locomotive unique et gigantesque de la croissance, au prix d'un formidable déséquilibre de leur balance commerciale. Malheureusement ce déséquilibre commercial pose un problème dans la mesure où il faut le solder par des emprunts à l'étranger. Or ils sont libellés en dollar qui joue le rôle de monnaie de réserve, et il est extrêmement difficile d'être la puissance hégémonique quand on a une monnaie tombante. Arrive alors le krach boursier qui marque en quelque sorte que ça ne peut pas continuer comme ça.

Pour conclure, je crois qu'il faut bien mesurer quel est l'enjeu de la question telle qu'elle nous est posée : il s'agit de voir ce que va être la quatrième phase.

Après une phase d'expansion keynésienne-fordienne, d'extension du pouvoir d'achat, passant par les conventions collectives, par l'Etat-providence, une seconde phase monétariste bésitale, une troisième phase d'expansion keynésienne mais cette fois-ci gouvernée par la demande publique américaine. Alors, on se dit que cette quatrième phase prendra peut-être une forme de récession. Alors le problème est de savoir : quelle durée, sous quelle forme, avec quelle vigueur, etc. Cette question est ouverte à l'heure actuelle. A mon avis, de façon un peu provocatrice, on pourrait dire que les Etats-Unis sont un peu devenu le Brésil de la fin des années 80.

A l'époque de la troisième période, avec une monnaie surévaluée, ils avaient une politique d'expansion, leurs industriels investissaient. Ils se sont beaucoup endettés mais ils se sont équipés, modernisés. On ne sait pas encore du tout si le partage qu'ils ont fait de leurs emprunts entre dépenses inutiles (les dépenses d'armements) et les dépenses utiles d'un point de vue productif (les dépenses d'investissements) va leur permettre d'arriver à une situation où ils pourront rembourser. Compte tenu de leur retard quant aux formes d'organisation du travail, je doute fort, qu'ils y arrivent. J'en doute d'autant plus que non seulement ils n'ont pas résolu leur crise du travail, mais ils ont aggravé la crise de leur système industriel en délocalisant non seulement leurs travaux de basse qualification vers le Tiers-Monde, mais même en passant des accords de sous-traitance, les mettant en position de dépendance vis-à-vis des fournisseurs de haute technologie du Japon.

Donc leur capacité de remboursement semble réduite. On peut en douter et eux-mêmes, n'en sont pas encore convaincus. Et la question se pose pour eux un peu comme à l'époque du gouvernement Mauroy, c'est-à-dire à l'hiver 82-83.

Quand on est endetté parce qu'on a cumulé un déficit très important pendant plusieurs années de suite, que peut-on faire pour redevenir compétitif? La première idée qui passe par la tête, dans ces cas-là, c'est évidemment, dans des pays pas trop déraisonnables, c'est-à-dire en excluant la France, de faire des dévaluations compétitives pour pouvoir vendre plus facilement à l'étranger.

#### Quatrième phase de la crise : la récession ?

#### Les Etats-Unis, Brésil de la fin des années 80

#### La dette des Etats-Unis sera-t-elle remboursée ?

Cela a commencé à peu près à partir de l'année 86, (c'est pour ça que j'étais un peu hésitant sur la fin de la troisième phase).

Dès le courant de l'année 86, et même un peu avant, à la fin 85, à la conférence de Séoul commençait déjà à se dessiner une politique de dégonflement de la bulle spéculative qui avait poussé le dollar à la hausse, une politique de dévaluation, qui se voulait pas trop forcenée, mais qui jusqu'à présent n'a pas donné des résultats très probants. Il est vrai qu'en volume les exportations américaines sont montées considérablement, mais pour l'instant sans permettre le désendettement.

**Dévaluer le dollar ou organiser une récession ?**

Alors, la solution des prix est apparemment la moins douloureuse pour les Etats-Unis. Baisser les prix, c'est-à-dire, dévaluer le dollar leur permet de plus de se désendetter facilement. En effet, quand on dévalue de 50% le dollar, on annule la moitié des dettes vis-à-vis des autres pays pour autant qu'ils soient dans d'autres zones monétaires, mais cela ne suffit pas. Alors le débat s'ouvre immédiatement : faut-il faire comme Mauroy ou Delors en mars 83, c'est-à-dire aussi dégonfler du côté des volumes, organiser l'austérité aux Etats-Unis.

Ce qui est tout à fait curieux, dans le débat qui a lieu, vous l'avez lu dans la presse, c'est qu'un certain nombre de gens de droite (ça c'est encore à peu près normal et encore pas toujours) disent que les américains n'ont qu'à organiser une récession, n'ont qu'à faire comme nous, n'ont qu'à rétablir l'équilibre de leur balance budgétaire de façon à organiser la récession. Cela leur permettra de rétablir leur balance commerciale. Mais on trouve aussi des gens de gauche : «ces salauds-là ont fait trois ans d'expansion à crédit, il faut maintenant qu'ils payent». Je voudrais attirer l'attention sur le fait que, quelle que soit la joie maligne que nous pourrions éprouver à voir le rêve regainien tourner au cauchemar, il faut en mesurer, du point de vue de notre intérêt propre de citoyens européens et aussi du point de vue de l'internationalisme prolétarien (pourquoi pas?), les inconvénients. D'abord une politique de récession, va être quelque chose d'horrible pour les couches périphériques, pour ce qu'on appelle le second marché du travail des Etats-Unis. Or celui-là

a proliféré pendant toute cette croissance tirée par les dépenses militaires. Les premiers qui vont payer ne seront pas les «golden boys», ne seront pas les ingénieurs de chez General Electric, ce seront les chicanos, les noirs, les femmes. Tous ceux qui avaient eu un emploi parce qu'il y avait de l'expansion aux Etats-Unis. Je pense que c'est un premier argument à valoir, pour ne pas faire chorus avec les gouvernements qui nous disent qu'il n'y a qu'à organiser la récession. Le second argument, c'est qu'une nouvelle récession aux Etats-Unis serait assez épouvantable pour le reste du monde dans la mesure où ils ont été les seuls à tirer le peu d'expansion de la troisième phase, ce qui avait l'effet de garder certains pays du Tiers-Monde la tête hors de l'eau; ce qui avait l'effet de nous permettre, à nous qui menions des politiques d'austérité en France, d'avoir un petit peu de croissances par les exportations vers les Etats-Unis, etc.

Donc, une récession aux Etats-Unis, équilibrage par le bas des déséquilibres commerciaux accumulés dans la troisième phase, serait absolument sanglant dans le Tiers-Monde. Et il serait extrêmement douloureux en Europe. Existe-t-il des solutions alternatives ? Je crois que nous en discuterons dans le débat. Disons tout de suite que l'idée d'une coordination, d'une reprise où le Japon et l'Europe tiendraient le rôle qu'ont tenu les Etats-Unis dans la troisième phase, est évidemment tentante, c'est ce que disent tous les keynésiens internationaux. Mais d'abord le Japon est peu partant pour jouer ce rôle. Ses habitudes culturelles le prédisposent assez peu à être un gros importateur. Deuxièmement, il n'est pas du tout évident pour toutes les raisons que j'ai exposées et quel que soit le cours du dollar que n'importe quel bien exportable puisse sortir des Etats-Unis et être exporté vers le Japon. Enfin, pour pouvoir mener une politique expansionniste il faut que l'Europe arrive à coordonner ses politiques à l'intérieur de son propre système. Or le système européen, tel qu'il est actuellement construit, avec une zone de libre-échange, l'impossibilité à travers le SME de mener des dévaluations d'ajustement et, enfin, avec le marché unique de 92 (l'acte unique), l'impossibilité de réguler même à travers le système des normes, fait que, en réalité, tous les pays vont se retrouver dans la situation

**Un relai de L'Europe et du Japon ?**

où ils devront se faire entre eux une guerre à coup de bas salaires pour pouvoir équilibrer leur propre balance commerciale les uns vis-à-vis des autres à l'intérieur de l'Europe. Le résultat c'est que l'Europe empêtrée dans cette guerre de déflation compétitive ne peut pas être un pôle en expansion. L'Allemagne ne peut pas le faire toute seule par conséquent, je vois très mal l'Europe jouer ce rôle.

### **Benjamin Coriat**

Comme on n'a pas beaucoup de temps, je vais essayer d'être le plus clair possible et d'envoyer un message. Le message est le suivant: il y a une chance réelle pour que l'onde longue libérale soit terminée. Il y a une bonne chance pour ça. Cela dépend aussi de nous mais... J'avais écrit un papier pour une revue qui s'intitulait «De Jussieu à Wall Street : la fin de l'onde longue libérale». Je pensais déjà que le libéralisme était dans les choux le premier jour de la manifestation des étudiants, l'année dernière parce que, à mon avis, étaient posés clairement des limites d'acceptation du projet libéral sur le plan social. Inutile de vous dire qu'après le krach boursier, j'ai pensé qu'il y avait d'autres éléments qui venaient confirmer cette thèse. C'est cette thèse que je voudrais mettre en discussion.

Le programme libéral, que je vais d'abord essayer de caractériser brièvement, a échoué. Et je pense qu'il est tout à fait important de le rendre public, et que cela soit clair dans nos têtes également.

En trois points:

1. En quoi a consisté l'offensive libérale et la gestion néo-libérale de la crise, (parcequ'elle s'est imposée).
2. En quoi elle a échoué.
3. Plus bref, hélas: qu'est-ce que cela nous ouvre comme perspectives ?

1) Le programme libéral s'est constitué au lendemain des politiques de relance du premier choc pétrolier. Incontestablement après le choc des années 74-75, la solution a été une politique de relance, si je puis dire, par habitude, en essayant d'accompagner la reprise pour faire repartir la croissance et c'est ceci qui

### **Le programme de gestion libérale**

nous a fait arriver à des inflations à deux chiffres. Cela s'est combiné avec un autre élément: les entreprises qui jusqu'à 73-74 avaient fait de la rétention d'emploi, succédant à la grande phase de concentration de la période antérieure, n'avaient pas encore dégraissé. Aussi, après 74, les entreprises ont-elles libéré les emplois. Cette thèse n'est pas de moi, elle est contenue dans un travail de Freyssinet sur les grands groupes industriels qui montre bien comment après la grande phase de concentration des années 60, la phase de libération de main-d'oeuvre s'est faite après le choc pétrolier.

Dans cette conjoncture, ces deux éléments, inflation à deux chiffres et fort taux d'accroissement du chômage, ont vu la victoire de la vision libérale de la crise. C'est le phénomène-clé: il s'est imposé l'idée, y compris dans beaucoup de social-démocrates européens que, s'il n'y avait pas les ajustements habituels des périodes antérieures à des chocs externes (puisque, en l'occurrence, c'était de ça qu'il s'agissait) cela tenait à l'excessive rigidité du marché du travail, des différentes réglementations existantes, au manque de souplesse dans les marchés financiers, etc... Petit à petit s'est donc imposé le crédo libéral autour du tryptique: flexibilisation du salaire et du rapport salarial en général, déréglementation dans le domaine monétaire et financier et privatisation avec l'idée de libérer des espaces d'accumulation. Etant entendu que la puissance publique ne pouvait être qu'à l'origine de mauvaises décisions, de politique industrielle, de transferts ou simplement de gestion d'une partie des biens publics.

Cette vision s'est imposée progressivement, de manière spectaculaire et sous différentes variantes d'abord en Angleterre et aux Etats-Unis. Puis elle a pénétré en force, je le répète, différentes social-démocraties européennes dont la nôtre mi-social-démocrate mi-socialiste. Donc cette idée qu'il fallait casser les rigidités est une idée clé.

Une autre idée se tapit derrière cette première et elle est importante à saisir: l'initiative étant libérée, les profits étant rétablis, peu ou prou la croissance devait repartir. C'est le théorème Schmidt/Barre: Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain qui

### **La vision libérale de la crise**

### **Le théorème Schmidt/Barre**

seront les emplois d'après demain. Sous une forme ou sous une autre, ce théorème a triomphé non seulement chez la plupart des gouvernements mais dans la plupart des fêtes. Quelques obstinés ont tenté de résister dans différents secteurs industriels qui ont été battus, laminés (je pense à la sidérurgie et aux chantiers navals). Je ne dis pas qu'ils avaient raison, mais c'étaient les seuls qui essayaient de résister à cette vision là. Celle-ci a d'ailleurs, on le sait, des bases statistiques : par exemple, dans l'évolution du partage de la valeur ajoutée entre les salaires et les investissements, où on a vu les salaires grignoter la part de l'investissement.

2) Le bilan de la gestion néo-libérale.

Cette gestion a été effectuée avec plus ou moins de bonheur, plus ou moins d'efficacité suivant les différents pays. Elle est parvenue à un certain nombre de résultats. Sur ce point, il faut être tout à fait clair: nous ne sommes plus en 87, dans la situation de 82 ou 83. En effet, à des degrés divers la flexibilisation dans le marché du travail a été obtenue; la désindexation des salaires a été plus ou moins fortement obtenue, l'individualisation a été elle aussi plus ou moins fortement obtenue. Cette gestion a cependant un certain nombre d'effets: les profits ont été rétablis.

Aujourd'hui dans les pays de l'OCDE, les profits sont à peu près de l'ordre de ceux qui ont accompagné les périodes de haute croissance.

Il faut donc cesser de raisonner comme si l'on était dans une période où la progression des salaires par rapport aux profits avait bloqué les possibilités d'accumulation. Ceci n'est pas le cas.

Dernier point qui a été obtenu par la gestion néo-libérale (à part les Etats-Unis, cas particulier sur lequel on reviendra): la désinflation qui a été obtenue en grande partie par austérité budgétaire (les Etats-Unis étant en grande partie atypiques) et en partie par la désindexation. De plus, toujours sous la vision néo-libérale de la crise, pratiquement tous les gouvernements, à commencer par les nôtres en France, se sont liés les mains sur la question de la politique économique en acceptant l'idée d'un plafonnement des prélèvements indirects. Ce qui a conduit à s'enlever encore un degré de liberté dans la politique économique

Donc les profits ont été restaurés et l'inflation a été résorbée. Je ne sais pas si vous appelez, mais les socialistes avaient hérité, en arrivant au pouvoir de 14,5% d'inflation que leur avait laissé Barre qui faisait lui-même de la lutte contre l'inflation sa priorité. Simultanément, on a observé dans cette période-là des taux de croissance, si ce n'est nuls du moins très faibles, qui se sont traduits par des destructions d'emploi massives. Ce qui me paraît fondamental, c'est qu'il y a eu flexibilisation avec ajustement en sous-emploi, et probablement en sous-emploi consolidé. Le résultat de la gestion néo-libérale c'est ça, des profits rétablis, et une flexibilisation qui s'ajuste au sous-emploi (chômage de masse). Pourquoi ?

La raison principale me semble être que l'investissement s'est trouvé bloqué par deux éléments centraux. Premier élément: le coût de flexibilisation et de désindexation a cassé des éléments intéressants de la demande, qui est un des moteurs essentiels de l'investissement, et surtout et c'est ici qu'on rejoint les problèmes liés à la crise financière, tout a été bloqué par des taux d'intérêt incroyablement hauts (souvenez-vous de Delors qui parlait de la tempête des taux d'intérêt qui nous venait des Etats-Unis). Ces taux d'intérêts étaient liés d'une part à une phase de la conjoncture américaine particulière (la phase monétariste dont parlait Alain Lipietz), mais beaucoup plus fondamentalement au déficit budgétaire américain. C'est pour ça qu'ici, j'ai un petit désaccord avec Lipietz. Je veux bien qu'on ne laisse pas les américains ajuster leur déficit extérieur et leur déficit des finances publiques mais il faut aussi voir la manière dont les américains ont vécu à crédit au dessus de leurs moyens a sans doute fait gagner quelques points de croissance ici ou là dans un certain nombre de pays, mais cela a été un des éléments moteurs via les taux d'intérêt par lequel l'ensemble (au moins en ce qui concerne l'Europe) s'est trouvé bloqué et par lequel on a eu ce qui a ensuite se développer dans la bulle spéculative boursière dont certains parleront beaucoup mieux que moi à savoir toute la «financialisation» de l'économie.

Donc la gestion néo-libérale rétablit les profits, échoue absolument, entièrement et concrètement, sur la question de l'investissement, et ouvre la voie vers une

Application : les profits rétablis, l'inflation résorbée, le sous-emploi consolidé

Et l'investissement bloqué débouchant sur une financiarisation

Un bilan qui n'a rien à voir avec le coût salarial

financiarisation qui s'avère elle-même ne pas être un point d'accumulation durable d'un stricte point de vue financier (voir le krach financier).

Je conclus maintenant pour dire que du l'hy-pothèse libérale, celle qui raisonnait en termes de chômage classique (le chômage est dû à un coup trop élevé du travail, et à des profits insuffisants), ne peut plus avoir cours aujourd'hui!

Aujourd'hui les profits sont là, et le redémarrage de l'emploi est bloqué pour de toutes autres raisons que le coût salarial. C'est un premier résultat qui me paraît important.

Si l'on en vient maintenant à la France: c'est un pays complètement bloqué. La France n'a plus aucun degré de liberté. Elle s'est interdite des degrés de liberté dans la politique économique, compte tenu des barrières qu'elle s'est mise elle-même sur la question de l'austérité budgétaire, liée à la pression fiscale. Elle n'a plus de degré de liberté financier et monétaire, en raison de sa présence dans le serpent monétaire européen, dans l'Ecu, et en raison de la déréglementation financière qui fait que tous les mécanismes de désintermédiation entraînent la perte des degrés de liberté dans ce domaine aussi. Enfin, en troisième lieu, la France n'a plus de degré de liberté dans la gestion de sa demande intérieure compte tenu de ses conditions d'insertion dans le marché mondial.

Je suis relativement pessimiste, mais c'est pour dire qu'il est indispensable de trouver les moyens pour reconstituer des degrés de libertés, de casser le cercle infernal par un point ou par un autre.

Nous en discuterons dans le débat.

En résumé, il y a eu application du programme libéral, il a abouti à une partie de ses résultats es-comptés, aucun des enchaînements positifs qui devaient en résulter ne sont venus, et donc pour la France, la politique économique a perdu ses degrés de liberté.

*Michel Durand*

Je parlerai seulement de la conjoncture de ces derniers mois, sans entrer dans les débats théoriques.

Une première chose : le krach n'est pas encore

arrivé, il est vraisemblablement devant nous. En tout cas, s'il y a eu un krach boursier, il n'y a pas eu de krach financier !

La principale manifestation de cela est que la bourse de Tokyo reste encore à son point le plus haut. Or, la bourse de Tokyo est devenue en 87, c'est un phénomène historique qui n'a pratiquement pas été souligné, le premier marché boursier du monde, à la fois du fait de la hausse des cours (il y a des niveaux d'appréciation boursiers au Japon tout à fait colossaux) et de la hausse du yen par rapport au dollar.

Aujourd'hui, la bourse de Tokyo ne pèse pas loin de 3000 milliards de dollars ce qui doit faire deux fois le PNB américain et beaucoup plus du PNB japonais ; ce qui en terme d'évaluation fondamentale, est une aberration totale, car il est évident que le Japon a une valeur bien inférieure à celle des Etats-Unis, à commencer par le fait qu'il n'y a pas de soleil, de matières premières, de tourisme, après on peut discuter sur l'industrie !...

Une autre manifestation du fait que le krach n'est pas encore arrivé, c'est que les marchés obligataires (qui sont à la limite plus importants que les marchés d'action en terme d'enjeux financiers) qui avaient commencé à se déteriorer dès le printemps 87 (des chutes de cours de 15 à 20 % sur les grands marchés mondiaux, ce qui ne s'était jamais vu dans l'histoire), se sont repris très rapidement, en retrouvant des niveaux d'avant le krach.

Troisième facteur dans ces manifestations visibles, il n'y a pas eu de faillite (ne serait-ce qu'en 1982, il y avait eu des faillites... sans krach!) Quand on verra des faillites, on pourra commencer à parler de krach.

Cela ne veut pas dire que ce qui vient de se passer n'a pas de signification conjoncturelle. Je crois tout à fait à la correspondance entre cycle conjoncturel et cycle boursier et le fait qu'il y ait eu une inversion brutale du cycle boursier a certainement une signification conjoncturelle.

Pour le moment, le débat, surtout aux Etats-Unis, porte sur le rapprochement avec les cycles boursiers antérieurs. Est-t-on à la veille de 29, de 37, de cycles boursiers plus récents(69-70, 74 ou1981). A chaque fois, il y a eu des excès boursiers manifestes, des corrections brutales et c'est après ces phases de corrections que le débat évolue.

## Krach boursier mais non financier

## Une conjoncture à suivre

Dans le schéma de 29, la chute boursière a anticipé la grande dépression de six à neuf mois. Après une chute boursière de la même ampleur qu'en octobre 87 (environ 30 %), le marché s'est stabilisé, voire s'est repris, comme cela se passe actuellement sur les principales bourses mondiales. Ce n'est qu'au printemps 1930 que la dégringolade de Wall Street s'est vraiment produite et le marché a perdu 80% en 1930 et 1932.

Le premier schéma de krach qui se transforme en dépression est beaucoup moins à la mode aux Etats-Unis depuis quelques semaines, car les conjoncturistes américains sont extrêmement versatile. Actuellement, ils privilégient plutôt le second schéma d'un cycle boursier qui annonce une récession conjoncturelle (ou pas de récession du tout...) : donc, correction boursière qui annoncerait une correction économique.

Je crois qu'une des raisons de l'indécision actuelle vient de l'absence dans les indicateurs conjoncturels publiés récemment de signes très concrets de ralentissement économique. Les indicateurs conjoncturels sont scrutés à la loupe, non plus sur une base mensuelle mais hebdomadaire voire quotidienne : on étudie les ventes de Noël jour par jour, quasiment heure par heure, et on tire des leçons sur l'attitude des consommateurs américains et donc l'évolution probable des affaires dans les prochains mois.

Or, le premier week-end de décembre a été bon pour les consommateurs américains et la presse américaine parle moins de récession que la semaine précédente qui avait été moins bonne !

En 29, il s'est passé la même chose : les gens ont repris espoir après la première chute des cours et il y a eu une vague d'optimisme renaissant liée aux bons indicateurs sur la lancée inflationniste (chocs pétroliers). Tout allait bien pour la consommation pendant encore quelques mois, et puis la récession est arrivée assez brutalement.

Pigou a théorisé l'impact de la dévalorisation des patrimoines des ménages et des entreprises à la suite des krachs boursiers, d'une part sur les anticipations de consommation (financées sur endettement et gagées sur le patrimoine), et d'autre part, quand le patrimoine s'est dévalorisé, la tentation des acteurs économiques est de reconstituer ce patrimoine et donc de privilégier

l'épargne sur la consommation. Dans les dernières récessions, cela a assez bien marché, et je suis partisan de ce genre d'explication.

Autre question que l'on se pose à chaque fois : «est-ce que ces crises classiques de surendettement sont accentuées par les krachs boursiers qui ont des incidences psychologiques sur le comportement des opérateurs, mais aussi des incidences très concrètes en termes d'«ardoise à payer» ?

Dans les krachs, et celui d'octobre 87 n'échappe pas à la règle, il y a des ardoises colossales à payer qui sont des pertes de richesses, tout à fait concrètes, c'est-à-dire qu'un certain nombre de spéculateurs (particuliers, entreprises, voire Etats) avaient des positions spéculatives sur différents marchés (aujourd'hui cela est très sophistiqué !). Quand les cours dérapent brutalement, il y a des pertes importantes sur positions qu'il faut financer. Les économistes diront : «oui, mais ce que l'on perd d'un côté, un opérateur qui lui était dans l'autre sens gagne». Malheureusement, ça ne marche qu'en partie, parce que l'opérateur qui est en face, celui qui se met en contrepartie de la spéculation, c'est souvent quelqu'un qui se met en contrepartie pour protéger son patrimoine, c'est-à-dire que ce qu'il gagne face au spéculateur, il le reperd sur son patrimoine. Donc il y a bien une perte dans le krach boursier, une perte de substance très importante.

Dans la période récente, ce qui a aggravé cela, ce sont les excès de la sphère financière, qui font la une des journaux et ont produit des films ou romans grand public.

Simplement, ce qui m'a le plus frappé dans ces excès, c'est une politique qui a commencé à se développer aux Etats-Unis à partir de 84-85 et qui est depuis arrivée en Europe : la pratique des rachats d'actions. C'est un vieux phénomène d'auto-destruction du capitalisme, puisque les entreprises, notamment les entreprises industrielles, décident de racheter leurs propres actions et de les détruire, les annuler. Elles réduisent leur base capitalistique.

Aux Etats-Unis, c'est une pratique de défense des entreprises contre les raiders et autres, mais aussi de valorisation à court terme des cours de bourse afin de s'attirer les bonnes grâces des petits actionnaires.

## Vers la dépression

Des ardoises à colossales à payer

Les excès de la sphère financière

## L'effet Pigou



**Rachat d'actions : autodestruction du capital, à contretemps**

Face aux ventes des spéculateurs durant le krach, ces rachats d'actions ont été la principale contrepartie. Il faudra attendre les bilans fin 87 pour avoir une idée un peu statistique du nombre d'actions rachetées depuis six mois.

C'est proprement suicidaire, puisque si la récession arrive, les entreprises américaines vont se trouver avec une structure de bilan extraordinairement affaiblie juste au moment où elles ont besoin d'être fortes financièrement puisque dans la récession elles ont des besoins classiques en fond de roulement : alourdissement des stocks, des comptes clients, créances douteuses...etc, les programmes d'investissements qu'elles auront plus de mal à financer par leurs résultats en baisse.

C'est donc au moment où elles ont le plus besoin de capitaux qu'elles vont arriver démunies de fonds propres !

Cela est vrai aux Etats-Unis mais aussi en France où la pratique s'est étendue. Le problème de la France dans ce panorama, est qu'elle apparaît très mal placée pour résister au krach boursier, voire financier.

**En France, une politique de sortie de crise par le bas**

Le phénomène de partage de la valeur ajoutée en faveur des entreprises (phénomène mondial) qui s'est accéléré avec les socialistics (Beregovoy), s'est fait largement avec une optique de sortie de la crise par le bas, c'est-à-dire en fermant des unités de production, en licenciant massivement, (la France est un des rares pays occidentaux où le taux de chômage a augmenté depuis 2, 3 ans). On a élargué, on a réduit la base productive, tout ça pour améliorer les taux de profit à court terme et améliorer la rémunération du capital. Cette politique à très courte vue, a débouché sur une reconstitution des trésoreries, des cash flow des entreprises françaises qui fut insuffisamment réinvestie dans la sphère productive ou dans des activités presque aussi importantes comme la recherche-développement ou la construction de réseaux à l'étranger qui font la force du capitalisme allemand. Les français sont souvent allés investir dans la sphère financière. On a eu depuis 2, 3 ans un formidable développement de cette sphère financière à l'instigation en partie des entreprises (placement de trésorerie) qui a été en partie dilapidée dans le krach.

Un autre facteur de faiblesse réside dans la politi-

**Du bas de laine au marché boursier : le piège de l'épargne à risque**

que de transfert massif d'épargne organisée depuis 5, 6 ans, (qui a commencé avec Delors), de la caisse d'épargne (et du bas de laine des français) vers le marché obligataire. A l'époque, on en avait bien besoin pour financer les déficits. On a transféré l'épargne vers un marché obligataire, normalement à risque limité.

Mais on a quand même commencé à faire prendre des risques à l'épargne. Ce phénomène là a été considérablement accentué en 86 et surtout en 87 (avec Balladur) avec la politique de privatisation qui a consisté à transférer brutalement de l'épargne à risque faible vers l'épargne à risque total, dont on a pu voir l'ampleur à l'occasion du krach boursier (les actions des sociétés privatisables ont fortement baissé au même titre que l'ensemble du marché). La politique Balladur a été réduite à l'échec : on a orienté vers le marché boursier de l'argent qui n'avait rien à y faire, on l'a piégé dans le marché : on a un problème particulièrement aigu vis-à-vis des petits épargnants, qui renforce encore l'acuité des problèmes pour le marché boursier.

#### Alexandre Faire

La phase de la crise qui a commencé depuis le début des années 80 est une phase dans la crise du rétablissement de la puissance américaine contrastant avec les cinq à six années de faiblesse de la fin des années 70. Dans les années 80, il y a d'abord une récession puis une relance menant à une croissance assez rapide basée sur les dépenses militaires, un déficit budgétaire et un déficit des paiements qui ont, en fait, abouti à financer la croissance américaine par l'épargne du reste du monde.

Dans un premier temps, ce mode de financement ne pose pas de problème parce que la reprise américaine crée la confiance et la hausse du dollar, ce qui a attiré des quantités sans précédents de financements extérieurs à travers des placements divers et variés aussi bien en bons du trésor, en obligations ou en actions.

Après le temps de l'euphorie, est venu le temps de l'inquiétude, parce que drainer de la sorte l'épargne du monde entier par le mécanisme de la hausse du dollar finit par poser une question: «l'épargne du monde entier suffit-elle vu les quantités toujours plus importantes du

**Financer le croissance américaine par l'épargne du reste du monde**

déficit ?». Il y a une partie de l'épargne drainée qui se renouvelle chaque année : les japonais épargnent beaucoup, les dentistes belges également. Mais il n'en est pas de même des fuites de capitaux d'Amérique Latine vers les Etats-Unis qui, sur cinq ou six ans correspondent grosso modo à l'épargne d'une génération. Cela ne se reconstitue pas d'une année sur l'autre.

Quelles sont les réponses possibles à cette question? Il est clair qu'il va bien falloir réduire les déficits. Mais aucune des méthodes possibles pour le faire ne va de soi. Le déficit budgétaire d'abord, mais cela n'est pas facile pour Reagan, d'autant plus que ce sont les dépenses militaires qui sont en première ligne. Il faut aussi réduire le déficit des paiements : c'est le problème de la compétitivité internationale de l'industrie américaine. Une récession pourrait aussi réduire les déficits mais un gouvernement américain n'organise pas une récession à la veille d'élections, ça ne s'est jamais fait depuis quarante ans, ce n'est pas aujourd'hui qu'on va commencer. Au contraire ces périodes pré-électorales sont caractérisées par une politique monétaire laxiste qui remet la récession à plus tard, et on a commencé à aller dans cette direction.

La dépréciation organisée du dollar doit à terme rétablir les exportations et réduire les importations donc le déficit des paiements. Le malheur est que quand le taux de change baisse, ceci commence par creuser le déficit pendant une certaine période avant que ces effets pervers ne se résorbent. Dans les années 70, cette période était de l'ordre de six mois. Puis on est passé à neuf mois.

Quand on a voulu utiliser la baisse du dollar en 85-86, on en était à un an. Et aujourd'hui ces effets ont l'air d'être encore plus tenaces. Petit à petit, le déficit des paiements américains est quelque chose qu'on a commencé à imaginer comme étant permanent. On commence en ne plus croire en l'efficacité de la baisse du dollar pour résorber ce déficit, et on en vient à une dernière série de solutions, tournant autour du protectionnisme. C'est peut-être le seul élément qui n'a pas été évoqué par les orateurs précédents, et il mérite donc quelque attention.

Le Congrès américain discute actuellement de mesures protectionnistes dans toute une série de domai-

nes : commerce, agriculture, investissement...etc. Si l'administration américaine continue de s'opposer à toute forme de protectionnisme flagrant, elle s'oppose de moins en moins à des formes plus subtiles. Il y a dans les milieux financiers qui restent quant à eux profondément hostiles au protectionnisme du fait de leur internationalisation, une crainte assez forte de voir le protectionnisme l'emporter aux Etats-Unis surtout après l'Irangaie. Cela amènerait alors une série de mesures de rétorsions de la part d'autres pays, avec risque d'effondrement du système commercial mondial.

Je pense qu'il faut voir aussi le coup de semonce du 19 octobre dans cette optique là. N'oublions pas que cette crise boursière a été amorcée par l'annonce du chiffre du déficit des paiements américains, qui en lui-même n'était pas extraordinaire puisqu'il était à peine plus élevé que celui du mois d'août. Mais les gens à Wall Street ont dû se dire que la persistance du déficit américain allait renforcer le Congrès dans sa volonté de prendre des mesures protectionnistes. D'où les mécanismes qui ont déclenché la panique.

Ce coup de semonce signifie qu'on ne peut pas continuer tout à fait comme avant. Que peut-il en sortir? La récession ? Tout le monde a dit qu'elle n'était pas inévitable et en tout cas pas souhaitable pour le moment. Ce que dit Michel Durand est tout à fait vrai si l'on se fie aux méthodes classiques des conjoncturistes, les indices sont très bons, la croissance américaine a été révisée en baisse, mais finalement très peu, et d'ailleurs on peut s'interroger sur les effets réels du krach boursier sur l'économie. Il y a plutôt un phénomène de confiance qui s'est détraqué le 19 octobre et paradoxalement on se trouve dans une situation où finalement les gouvernants savent à peu près ce qu'il faut faire. Non pas pour résoudre les problèmes de fond, mais pour gagner du temps. Il faut qu'il y ait (ça tout le monde le dit) une négociation sérieuse avec le Congrès pour diminuer le déficit budgétaire américain, mais pas trop vite pour ne pas provoquer la récession ; il faut effectivement organiser la poursuite de la chute du dollar, mais lentement, avec un parachute, sans entraîner une panique (c'est en train de se produire). Il y aura alors effectivement la possibilité d'avoir une réunion des «sept» que l'on

## Le coup de semonce du 19 octobre

## Gagner du temps

Organiser une récession ?

Mais pas à la veille des élections

Une baisse du dollar ?  
plutôt un protectionnisme

attend depuis des mois, pour mettre au point, avec un petit peu de relance allemande et japonaise, un «paquet» qui permettrait de gagner un an et d'éviter la récession en 88.

Ce qu'il y a de curieux, c'est que cela ne soit pas déjà fait, parce que chacun est empêtré dans ses propres contradictions, dans ses échéances électorales. Reagan ne veut pas aller à Canossa, et céder sur les dépenses militaires, seul moyen d'arriver à un accord avec le Congrès. Du côté japonais, il y a pas mal de bonne volonté, mais les japonais achètent peu de produits étrangers. Du côté européen, la Bundesbank, la seule qui ait les moyens d'aider à une politique anti-récessionniste fait preuve d'un entêtement absolument extraordinaire, homérique même, pour ne pas dévier d'un millimètre d'une politique de rigueur financière qui ferait pâlir d'envie notre Poincaré national.

Si néanmoins et malgré tout, la récession est reportée et la guerre protectionniste évitée, cela peut remettre en lice une sortie américaine à cette phase de la crise. Elle est forcément et malheureusement libérale. Elle a d'autant plus de chances de se mettre en oeuvre qu'aucune alternative ne semble s'esquisser.

Elle serait fondée sur la mise en place de mécanismes d'endettement à beaucoup plus long terme. On est en train d'y venir petit à petit, empiriquement, dans le désordre, pour la dette des pays du tiers-monde même si ce qui se fait actuellement n'est pas encore, et de loin, au niveau des enjeux. Je m'explique. A la fin des années 70 et jusqu'en 1982, il n'y avait pas de problème d'endettement du tiers-monde (même si cet endettement existait bel et bien). Au contraire, le tiers-monde et son endettement jouaient le rôle de locomotive de l'économie mondiale. Cela a bien duré cinq ans, et tout le monde en a profité.

En 1982 on est brusquement passé d'une situation que tout le monde trouvait confortable à une situation considérée comme un vrai désastre à propos de cet endettement. Et pourquoi ? Parce que les milieux financiers ont soudainement, avec la récession, perdu confiance dans la capacité de remboursement des pays du tiers-monde. Aujourd'hui, on se dit qu'on avait peut-être eu tort, qu'il ne fallait peut-être pas insister sur des remboursements à brève échéance et qu'il faudrait viser

la mise en place de mécanismes de financement à long terme plus systématiques. Cela constitue l'un des moyens de sortir plus durablement de la crise, de gagner plus qu'un an ou deux. Par analogie, on peut dire que s'il y avait eu en 1929-30 des mécanismes de crédit à la consommation aussi solides que ceux que l'on a aujourd'hui, on aurait probablement évité le pire !

Le Japon se retrouverait bien dans cette solution américaine. Pour lui il n'y a pas d'alternative. Quant à l'Europe, un constat de cette dernière période, c'est son inexistence comme alternative. Pire, la seule voix européenne qui se fait entendre, celle de la Bundesbank pousse à la récession en ne réagissant qu'en fonction de ses intérêts à court terme et sans aucun sens de ce que devrait être une responsabilité de «puissance mondiale».

Il y a une responsabilité des gouvernements français successifs dans cette situation. Ils se sont ligotés eux-mêmes en négociant le SME dans les conditions où il a été négocié en 1979. L'arrivée au pouvoir des socialistes en 1981 donnait à la France une chance extraordinaire de renégocier le SME, sur la base des élections triomphales. On a laissé passer cette chance et quand on y a pensé en 1983 ce n'était plus possible. Le Krach boursier d'octobre a introduit assez de déstabilisation dans le système pour offrir l'occasion d'une nouvelle pression sur l'Allemagne. On peut pousser dans cette direction, mais il est vrai qu'on ne rassemble pas les gens dans la rue sur ce genre de thème.

#### Philippe MESSINE

Je commencerais volontiers en disant que tout va bien !... Je parlerai moins que les autres intervenants de macro-économie. En effet, dans ce débat sur la crise et les perspectives de récession, il faut prendre toute la mesure de la spécificité de la situation dans laquelle on se trouve, par rapport aux situations de crise que l'on a pu vivre, soit nous, soit nos ancêtres qui ont structuré les modes de pensée actuels.

Si je devais résumer d'une phrase la situation dans laquelle nous sommes, je dirais que l'on est dans une phase de recherche tâtonnante et dangereuse de nouvelles formes de régulation. Pour bien expliquer ce que j'ai

#### L'entêtement de la Bundesbank

SME :  
les négociations  
manquées des  
gouvernements  
français

#### Quand l'endettement du Tiers-Monde est devenu un problème

Les recherches  
tâtonnantes de  
formes de  
régulation

en tête, je pense que nous sommes confrontés à une crise spécifique, que cette crise n'a pas de vrais précédents dans les références culturelles et théoriques auxquelles on peut se raccrocher et que pour essayer de l'analyser et de l'expliquer, on est obligé de faire preuve d'une agilité intellectuelle extrêmement grande, et de se promener très rapidement du niveau de l'organisation du travail dans l'usine à celui des grandes réunions monétaires internationales des ministres des finances des 7, les deux pôles étant étroitement liés. Les deux pôles sont liés dans le sens même où les universitaires, dans certains débats actuels sur la recherche économique, parlent de la nécessité de relier le macro et le micro économique.

Rapidement, je pense que des décennies de croissance capitaliste ont été fondées sur, de façon très schématique, le tripode : Taylor - Ford - Keynes; Taylor au niveau de l'organisation du travail, Ford au niveau de la gestion d'entreprise et Keynes au niveau de la gestion macro-économique. Taylor, organisation du travail visant à obtenir des gains de productivité importants moyennant déqualification et codification très stricte des tâches, Ford, un compromis dans lequel le patron dit aux travailleurs : «vous n'avez pas voie au chapitre sur les questions de gestion», ce qu'on appelle dans les grandes conventions collectives américaines «la prérogative managériale»; en contrepartie, la distribution du revenu est objet de négociation. Le syndicalisme fordien s'est donc construit comme négociateur du revenu. Keynes relaie Ford au niveau macro-économique, au niveau de la société dans son ensemble, par une modalité de contrôle de la croissance ajustée de l'offre et de la demande sociale. Les modes de pensée eux-mêmes sont structurés par ce tripode. Il est très intéressant de remarquer qu'aujourd'hui on reparle de nouveaux outils de gestion, mais ce n'est plus le Parti communiste qui en parle, ce sont les patrons ! On se rend compte que les outils de gestion tels qu'on les utilise aujourd'hui reflètent beaucoup plus qu'on ne le pensait ce fameux tripode T.F.K. En quelque sorte, ils ont été calqués sur la dernière guerre, sur la dernière crise.

Il y a là-dessus de bons ouvrages historiques : par exemple l'histoire du mouvement d'un Américain «la main visible» (The Visible Hand) qui explique com-

ment l'ensemble de la profession du management et les outils de gestion utilisés aujourd'hui dans les pays capitalistes avancés reflètent les conditions historiques dans lesquelles ils sont nés, dans les années 1910-1920.

Voilà que tout ce beau système et ces modes de pensée sont soumis à une crise sévère qui plonge ses racines dans une crise de productivité, et si on cherche à mieux comprendre cette crise de productivité on constate que l'un des symptômes principaux est, à partir du milieu des années 60 aux USA, le décrochage entre investissements et gains de productivité : l'investissement ne produit plus de gains de productivité au même niveau.

Pour résumer, je dirai que la crise dans laquelle nous sommes plongés, est une crise de l'efficacité des conditions sociales de valorisation du capital. Ces conditions sociales englobent l'organisation du travail qui permet l'utilisation efficace de la machine, mal assurée aujourd'hui, (Beaucoup de théoriciens du management parlent de «flânerie du capital») et, plus largement, les conditions sociales macro-économiques : formes de régulation, rôle de l'Etat, etc...

Des réponses s'ébauchent, on les voit notamment au niveau technologique, avec un renouvellement très profond de la base technologique des entreprises. Je voudrais attirer l'attention sur la dimension technologique, dont on a très peu parlé ce soir. On a peut-être eu tendance, et le gouvernement de gauche a été le premier à donner dans ce travers, à faire du technicisme avec tout le discours sur la troisième révolution industrielle, mais il ne faudrait pas non plus passer la technologie complètement sous la table, parce qu'il y a un bouleversement véritable des conditions technologiques de l'activité économique, sans précédent depuis peut être un siècle !

Il y a une transformation complète du concept d'entreprise. Je suis très frappé par le fait que l'on voit se dessiner une «nouvelle entreprise industrielles» fabriquant des séries réduites à la limite à l'unité (des objets uniques), dans les conditions d'efficacité de la série industrielle, à la demande (idéale du zéro stock). On retrouve certaines caractéristiques profondes de l'ancien artisanat, mais dans le cadre d'une organisation industrielle. Encore une illustration : des projets de

**Crise de l'efficacité du capital sociale**

**Un bouleversement technologique sans précédent : l'industrie sans séries**

recherche se développent actuellement sur la transformation de la base technologique, sous contrôle de grandes entreprises industrielles, dans le cadre du programme «Esprit» de la CEE. Un des projets s'appelle «AMICE». Il vise à créer un modèle abstrait mathématique de la structure de l'entreprise du futur, dans lequel toutes les fonctions de l'entreprise sont codifiées sous forme d'équations, de fonctions informatiques ; ce modèle d'architecture d'entreprise vise à codifier la «boite noire» que représente l'entreprise du futur, capable de réagir comme un ensemble organiquement intégré aux impulsions du marché. Donc, une transformation de la base technologique très profonde.

Cette transformation technologique est accompagnée d'une transformation très profonde des données de l'organisation sociale, la première ne déterminant pas la seconde, mais la conditionnant.

D'où le débat sur la flexibilité, sur la requalification du travail, sur le travail par équipe...

Cela fait débat, parce que les options d'organisations sociales sont ouvertes et multiples, différentes écoles s'affrontent.

On voit se dessiner, tant au plan de l'organisation sociale que de la base technologique, les conditions de la reconstitution des gains de productivité et de l'efficacité de l'investissement. Je crois qu'il y a potentiellement, et même réellement dans certains cas, les bases d'un redémarrage spectaculaire des gains de productivité, et donc les bases d'un redémarrage théorique possible de la croissance.

Mais ces bases sont totalement nouvelles. Le tripode Taylor-Ford-Keynes n'est plus. Ce sera un autre tripode. On voit un peu ce que peut être le substitut de Taylor : une organisation du travail intégrée, éventuellement par équipes ; dans une optique optimiste, travail requalifié, gestion participative à la place de Ford. Mais qu'est-ce qui va se substituer à Keynes ?

Cette réorganisation de l'économie capitaliste sur des bases organisationnelles profondément renouvelées au niveau de l'entreprise, du collectif de travail, appelle de nouvelles formes de régulation, à la place de Keynes, et ces nouvelles formes n'ont pas encore été trouvées. Cette notion de nouvelles formes de régulation fait appel en fait à deux types de notions

distinctes, qui appellent deux types de réponses différentes : la régulation macro-économique et la régulation sociale. Je crois qu'au niveau de la régulation sociale, je l'ai évoqué tout à l'heure en parlant de ce qui pourrait se substituer à Ford et Taylor, on voit s'ébaucher les formes de ce que pourrait être une nouvelle régulation sociale dont beaucoup pourraient continuer à s'inscrire dans un cadre national. Là, je suis d'accord avec B. Coriat, quand il dit que l'onde longue du libéralisme est peut-être déjà derrière nous.

Dans la droite sérieuse, il y a recherche des nouvelles formes de régulation, beaucoup plus que réfutation de la légitimité même d'une régulation. Le modèle allemand, le modèle japonais, lorsque c'est disséqué, analysé, cité en exemple, ce qu'il y a derrière tout ça, c'est la recherche de nouvelles formes de régulation dans lesquelles l'Etat, au lieu de fixer arbitrairement un SMIC interbranche, va par exemple, imposer des obligations de formation aux entreprises. Tout cela va déboucher sur des propositions nouvelles qui seront différentes pays par pays, dépendantes du contexte national et culturel.

En revanche le problème de la régulation macro-économique reste totalement posé, parce qu'il se trouve, par un malheureux hasard, (je ne sais pas si c'est un hasard, je laisse la question ouverte pour les économistes qui analyseront le problème), que deux évolutions ont eu lieu en même temps. En même temps que se cherchait une nouvelle base pour les gains de productivité, dans les années soixante/soixante dix a eu lieu une internationalisation très forte de l'économie. Par conséquent, d'un côté on reconstitue la base des gains de productivité, donc théoriquement on reconstitue la base du redémarrage keynésien, mais de l'autre côté, l'internationalisation rend la régulation keynésienne obsolète, inefficace. Les nouvelles formes de régulation macro-économique ne pourront être qu'internationales.

Donc, il s'agit là d'un double débat, l'un de politique internationale (quelles formes de régulation macro-économique), l'autre de politique nationale, sur les fonctions de l'Etat au sens large du mot Etat : Etat national, régions, Europe pour de nouvelles formes de régulation sociale.

Le débat sur la régulation conditionne certaine-

## De nouveaux rôles de l'Etat

## Et des formes de régulation internationales

ment la durée et l'ampleur de la récession à laquelle nous allons assister. La récession est dûe fondamentalement au fait qu'on a tenté d'apporter une réponse inadéquate au problème de régulation macro-économique internationale.

La tentative de réponse, c'est celle qui consistait à faire jouer à l'économie américaine le rôle de locomotive. Il faut bien voir que toute proposition de forme de régulation reflète politiquement des rapports de force, et le fait qu'une tentative ait été fondée sur le pompage de l'épargne internationale par les USA pour financer leur modernisation correspond bien à un certain type de rapport de forces politique. Mais cette situation des années quatre-vingt sous Reagan, avec des taux d'intérêt américains très élevés qui servaient d'appel pour pomper l'épargne internationale avait une double fonction : celle de faire financer le renouvellement de la base technologique américaine et celle de relancer l'économie mondiale. La tentative s'avère non viable, l'économie US fait eau de toutes parts avec tous ses déficits.

Il est évident que l'on ne peut plus maintenir cette situation. Par conséquent, on ne fera pas l'économie d'un réajustement de la situation par des politiques de rigueur, sous une forme ou sous une autre. Aux USA le virage risque de trainer, compte tenu de la situation électorale dans ce pays. Il se traduira de façon quasi-certaine par une récession conjoncturelle aux USA, le problème étant de savoir si cette récession américaine va s'enchaîner sur une récession mondiale majeure. Je crois que, sur ce point personne n'est aujourd'hui en mesure de répondre. Cela dépendra de la rapidité avec laquelle, au plan de la politique internationale, les principaux gouvernements concernés - dont le gouvernement français, à mon avis, ne fait déjà plus partie - arriveront à s'entendre sur les modalités d'une régulation minimale au niveau international, sachant que les problèmes économiques sont une donnée parmi d'autres du débat de politique internationale, qui inclut en particulier les problèmes militaires. On ne peut donc répondre sur l'ampleur de cette « crise » à venir sans considérations de politique stricte, hors économie.

Deuxième condition pour évaluer l'ampleur et la durée de cette récession internationale (elle n'est pas

inévitabile alors que celle des USA l'est), c'est la capacité des Etats concernés à trouver pays par pays ou par groupes de pays, progressivement, de nouvelles formes de régulation requises par les développements économiques actuels. Là-dessus, je suis un peu plus optimiste, comme je l'indiquais tout à l'heure. Au plan international, je pense que s'ébauche un certain nombre de réponses, plus ou moins acceptables suivant les cas, mais enfin, c'est l'enjeu de luites.

En revanche, je suis très pessimiste pour la France, car je la considère comme un des pays les plus éloignés des nouvelles formes de régulation, avec un débat extrêmement biaisé et archaïque, avec des forces politiques qui, à mon avis, sont passées complètement à côté de la compréhension de la situation, avec des forces syndicales très affaiblies et particulièrement mal organisées pour faire face aux enjeux nouveaux. Je crois que nous avons en France une situation difficile face aux enjeux réels des nouvelles formes de régulation. La France risque d'être un pays où les réponses seront trouvées plus tard, dans une situation plus difficile, et donc de manière plus régressive.

## DEBAT

*Gustave Massiah* : La tonalité d'ensemble est pessimiste. Si l'on avait fait ce débat il y a une dizaine d'années, on aurait tout de suite posé d'autres questions au sujet de la crise et du krach, peut-être concernant les ruptures possibles, et je dois constater que c'est un point aveugle de l'analyse.

Je crois que la question de la crise mondiale, et essentiellement américaine, a pris le pas sur la question de la crise dans chaque pays, et là, il y aura peut-être des ruptures dans certains pays du Tiers Monde, qui peuvent ouvrir des espaces de résistance intéressants. Il n'y a pas que, finalement, les USA, le Japon, la RFA... C'est en tout cas un débat qui peut être ouvert. S'il est vrai que la dette n'est pas le problème principal, il est vrai aussi que la bataille pour la résolution de cette dette est loin d'être négligeable...

## Si je résume...

Si je résume, il y a un krach boursier qui ne s'est pas encore transformé en krach financier. Une récession est plus que probable, d'autant que les USA ne peuvent plus servir de locomotive et risquent même de rentrer dans une phase de protectionnisme. Tout le monde admet que cette récession est à peu près sûre aux USA. La profondeur de la récession mondiale est-elle encore en débat ?

Enfin la France est la plus mal placée, d'autant qu'elle a perdu toute marge de manœuvre en matière de politique économique.

X : Pas de moralisation à propos de la politique de la Bundesbank : quelle est l'analyse ?

Comment la France et l'Allemagne peuvent-elles s'entendre sur la politique économique à mener ?

Les Allemands sont moins axés sur une politique économique de croissance : est-ce à cause de leur «croissance» démographique faible ou du plus faible sous-emploi des jeunes ?

## Quelle financiarisation de l'économie au juste ?

X : Quand on parle de financiarisation de l'économie, il faut faire attention.

Une étude récente faite par le Crédit National et remise à la Centrale des Bilans, montre que la question est plus complexe.

Les entreprises qui ont détenu des encaisses mobilières (actions, obligations) sont en nombre restreint. Cet effet-là ne dépend absolument pas de leur taille. Ensuite ces encaisses ne sont pas faites globalement au détriment de l'investissement industriel.

Enfin, le dernier point que met en valeur cette étude est que la possession de ces encaisses est le prélude à des opérations de croissance externe. C'est une stratégie de développement des entreprises. Dans l'année qui vient, on va voir une phase de restructuration très importante, car les hauts cours boursiers freinaient cette dynamique de développement. On pense généralement que les entreprises ont besoin d'une trésorerie pour en racheter d'autres, ce qui est souvent faux si l'on regarde la forme des opérations aujourd'hui, ce sont essentiellement des échanges d'actions ou autres, qui n'ont généralement aucune contrepartie financière.

Les phénomènes boursiers que l'on vient de connaître sont le prélude à d'autres plus importants avec crises et faillites d'entreprises d'une autre ampleur que celles que l'on a connues. Enfin, je suis toujours assez

## Le cas de l'Allemagne et la politique de la Bundesbank

*Alexandre Faire* : Pas de morale, mais c'est assez difficile de comprendre car la raison que tu as avancé est une des raisons données ; la société allemande est moins sensible à la croissance mais plus sensible à l'inflation. On cite divers éléments : l'inflation galopante des années vingt a été une chose terrible qui reste dans les mémoires, a agi comme un vaccin puissant et persistant ; on peut dire aussi que la dernière fois que l'on a persuadé l'Allemagne de jouer le rôle de locomotive, c'était en 1979, quelques mois avant le deuxième choc pétrolier, et que cela a coûté assez cher à la RFA. Il s'est avéré quelques mois après que c'était complètement à contretemps, et les discours officiels allemands soulignent toujours ce point, à juste titre. En revanche, en 1973, la RFA avait freiné quelques mois avant les autres et s'en est sorti beaucoup plus facilement, expérience qui a marqué ceux qui tiennent les leviers de ce pays. Voilà ce qu'on dit. Cela forme-t-il une explication satisfaisante ? Pour expliquer cette sensibilité particulière peut-être.

En revanche, ce qui est plus difficile à comprendre, c'est que (tout le monde l'a souligné), les puissances économiques mondiales qui peuvent réellement

géné d'entendre depuis dix ans que le capitalisme français est le plus mauvais. Si l'on regarde quelques «beaux fleurons» d'entreprises publiques, le capitalisme français ne s'en n'est pas si mal tiré !

X : Vous avez été très discret sur les formes nouvelles de régulation. Quelle place est-il possible d'investir ?

X : Le Tiers Monde a toujours été un laboratoire de toutes les théories économiques depuis l'indépendance d'un grand nombre de pays. Pourtant, aucune théorie n'a apportée de réponse à leurs problèmes. L'endettement n'est plus un enjeu qui peut mettre en cause les banques occidentales. Le Tiers Monde peut-il être pris en compte pour résoudre les problèmes mondiaux et comment ?

En effet, il y a là une capacité productive et consummatrice importante pour peu que l'on dote ces pays de moyens de financement.

X : L'URSS semble avoir disparu de la planète. A-t-elle encore une influence ? Son modèle idéologique révisé n'a-t-il aucun intérêt et influence sur le Tiers Monde et sur l'Occident ?

B. Coriat : Je répondrai sur deux points : premièrement le financement, deuxièmement la régulation.

Je ne connais pas ce rapport, je regarderai. Les problèmes de financiarisation sont divers selon les pays, et les effets pervers aussi. Si l'on veut voir un pays, une économie complètement détruite par la financiarisation, il faut aller en Argentine. C'est stupéfiant !

Il n'y a plus d'investissement, plus d'offre, plus rien... Il n'y a que des pratiques spéculatives, à commencer par le petit salarié qui convertit immédiatement ses australs en dollar parce que les taux d'inflation sont de 300 % et les taux d'intérêt de 8 % par mois... Ici, nous n'en sommes pas là. Ceci dit, il y a plusieurs choses qu'il faut entendre par financiarisation.

D'abord, la formation de cette bulle spéculative immense sur le monde boursier vient bien de quelque part. Il y a eu un drainage d'épargne ! A la veille du

second crash boursier (car il y en a eu trois de suite), on a entendu à la télévision tous les experts des clubs d'investissement qui criaient haut et fort qu'ils n'avaient pas vendu, car «tant qu'on a pas vendu, on n'a pas perdu !» et le lendemain ça plongeait de 10 %.

Autrement dit, personne ne vend et pourtant ça plonge tous les jours !!! Il y en a quand même qui vendent ! Ce qui nous occupe, la financiarisation, c'est un peu pareil. Les grandes entreprises investissent d'un côté, et de l'autre il y a cette immense bulle spéculative et ailleurs on détruit des tonnes d'emplois : il y a financiarisation.

Un exemple, celui du rétablissement de Renault. J'avais parlé avec R. Boyer, lorsque l'on a annoncé les 12 milliards de francs de déficit, qu'en deux ans il reviendrait à des excédents. Il m'a dit : «Mais enfin tu rêves !». C'était évident, à partir du moment où l'ajustement se fait par les effectifs, l'abandon des plastiques, des céramiques, la vente d'AMC pour faire du cash-flow au moment où l'on a des modèles pour entrer sur le marché américain, alors évidemment, on retrouve un certain équilibre.

C'est ça la financiarisation. Ça ne veut pas dire que cela existe à partir du moment où les firmes abandonnent une série d'activités sur lesquelles le retour d'investissement n'est pas immédiat en vue d'une recherche de rentabilité de court terme, à partir du moment où elles se recentrent sur des créneaux dont elles sont maîtresses et porteuses et sur lesquels elles ont des rentabilités rapides. Que l'on nomme cela comme l'on veut, c'est de la gestion saine.

X : Thomson fait les trois quart de ses profits sur activité financière, c'est de la financiarisation, mais pour Renault, ce n'est pas la même chose.

M. Durand : C'est de la destruction de capital ! Renault est passé d'une capacité de production de 2,5 millions à 1,5 millions de véhicules, et passe du 6ème rang mondial au 15ème ! Et Renault refait des bénéfices. BMW qui produit trois fois moins de véhicules que Renault fait plus de bénéfice.

B. Coriat : C'est une autre dimension d'une même





recherche de rentabilité qui se fait au détriment de l'investissement productif et au détriment de l'investissement de long terme. C'est cela le point important. C'est vrai que ce n'est pas exactement le même phénomène...

### Sur la régulation

Sur le deuxième point, la régulation, on peut toujours imaginer de nouveaux contenus contractuels, faire l'inventaire soigneux de ce qu'il y a de neuf et de susceptible d'être généralisé, etc. Il y a une série de travaux qui sont faits dans ce sens... Mais je crois que s'il n'y a pas de degrés de liberté, il n'y a pas possibilité de nouvelles régulations ; elles ne pourront être mises en œuvre. Dans les conditions d'austérités budgétaires, de compression de la demande, d'exposition du marché international, quelle régulation miraculeuse peut-on trouver ?

La première marge à trouver, c'est une initiative de croissance, riche en emplois, une action européenne qui peut permettre sans risque de dérapage pour personne un certain redémarrage de l'activité qui redonne ensuite des marges on verra ensuite ce qu'on peut faire sur ces marges, ou bien, si la RFA ne veut toujours pas relancer, (et là juste un mot ; si la RFA ne veut pas relancer, c'est qu'elle a des excédents commerciaux, mais aussi des déficits publics, et que ce n'est pas pour les mêmes raisons ; la Bundesbank aimerait bien récupérer ces excédents au lieu de les voir partir au USA), si donc l'Allemagne ne veut pas relancer, il faudra le faire seul, et cela veut dire que finalement, il faut faire une forte dévaluation par rapport au marché pour retrouver une marge de politique économique, sinon on n'arrivera à rien.

Si on a cette marge, je pense qu'il faut faire deux choses : de la politique industrielle, avec des programmes d'Etat, car en France ça marche comme cela, et en même temps, organiser ce que les USA ont fait en créant des emplois de services, sur la base d'un rapport salarial complètement emietté, en organisant un secteur riche en emplois parallèlement à la tentative de constituer quelques points forts de politique industrielle.

A. Lipietz : D'un point de vue strictement comptable, utiliser des excédents, les mettre sur le marché financier ou bien combler un déficit en vendant des actifs industriels, c'est algébriquement exactement la même chose. Evidemment, il y a des composantes de restructuration...

Sur la question de fond, abordée par Gus et reprise par Alain Salmon, je crois que sur le fond du problème et par rapport à il y a quinze ans, c'est que l'on a changé les termes du débat. On a vieilli !!!

Les modèles révolutionnaires ne sont plus. On n'oppose plus des réformes qui ne seraient que réformes du système (ou réformes de régulation) à la révolution qui serait changement de système. On ne change pas tout d'un coup, on infléchit progressivement à l'échelle historique, mais par à coups, à une échelle de moyen terme, des modes de régulation, dans un sens progressiste, ou dans un sens réactionnaire. C'est plutôt comme cela que je poserais le problème.

Donc nouvelles formes de régulation : il peut y en avoir de bonnes et de mauvaises pour nous. Il ne faut pas opposer des nouvelles formes de régulations qui seraient ce que fait le capitalisme, et la rupture, qui serait ce que font les peuples travailleurs, comme si l'on opposait par exemple retaper Babylone et construire la nouvelle Jérusalem !

De ce point de vue là, en prenant les différents «étages», au plus profond d'abord, c'est-à-dire au niveau de la crise du travail, c'est vrai que de plus en plus de monde du côté capitaliste signe des deux mains le diagnostic de la crise du taylorisme. Cela dit, il y a au moins trois façons comme je l'ai exposé ici précédemment et auxquelles Philippe Messine a donné des noms succulents.

On peut dire «on n'arrive plus à avoir l'implication des travailleurs, on va mécaniser à mort et se passer complètement de cette implication», ce qui est appelé joliment le modèle «néo-taylorien» (!) ; on peut dire aussi «Et bien si, il faut que les travailleurs s'impliquent dans la bataille pour la qualité et la productivité, mais on va le négocier individuellement avec les travailleurs». C'est le «modèle californien» ; on peut enfin le négocier collectivement entre le patronat et les salariés, soit collectivement de façon explicite

**Les modèles révolutionnaires ne sont plus. En avant la régulation...**

**Les trois sorties de la crise «Taylor»**

dans un pays comme le Brésil : le problème y est d'abord de vivre correctement !

Mais ce n'est pas forcément vrai dans tous les pays. C'est un peu la graine de vérité qu'il y a dans le fait que la RFA n'est pas expansionniste, parce qu'elle n'a pas matière à l'être. Ce n'est peut-être pas le principal souci de ceux qui, dans la grande majorité, intégrés à la société allemande, ont voix au chapitre. Ce n'est pas celui des syndicats qui se battent pour la réduction du temps de travail, ce n'est pas non plus celui du secteur alternatif qui se bat pour le développement d'activités alternatives, bien organisées (pas à la manière des USA, comme le disait Benjamin Coriat), etc.

Ce ne sera pas forcément le même régime d'accumulation futur il serait obtenu par un bon compromis national, qui ne sera pas le même dans tous les pays. Je pense que dans les pays capitalistes avancés, un bon compromis, de nouvelles formes progressistes qui poseraient le problème du partage des gains de productivité futurs, obtenus par le compromis au niveau de l'atelier, au niveau du bureau... irait plutôt dans le sens, en premier lieu, d'une très forte réduction de la durée du travail, ensuite d'une assurance totale, qu'on pourrait appeler revenu garanti pour ce qui resterait de chômeurs, et enfin d'un financement d'activités alternatives, d'activités sociales...

S'il y a plusieurs pays qui adoptent des compromis différents, se pose un problème de régulation internationale dû au fait qu'il y a interpénétration des marchés. Il y a deux solutions polaires :

- ou bien on essaye d'obtenir un compromis global mondial ;

- ou bien chacun se replie sur des zones relativement vastes.

Il est assez difficile pour le Luxembourg d'obtenir un bon compromis et ensuite de s'isoler pour pouvoir le garantir. Donc, il faut une aire de repli permettant de garantir son compromis social.

La réalité, je crois, sera un mélange entre les deux : il faut comme l'a dit Benjamin Coriat, une reconquête des degrés de liberté, rompre les chaînes du SME, ne pas entrer dans les normes du marché unique de 1992, etc. Ça a été une faute colossale de l'Euro-gauche, que

comme la Suède, soit implicite par des contrats comme dans les grandes entreprises japonaises, c'est ce qui a été appelé le « modèle saturnien ». Il y a à boire et à manger, bien sûr, mais tout le monde voit bien que ces différentes formes de régulation sont totalement différentes quant à leurs conséquences pour le vécu des travailleurs, aussi bien pour l'intérêt du travail, que pour la stabilité du travail ou pour le revenu, etc...

Donc, on a quelque chose à faire. Je ne sais si du point de vue de la France, et, à partir du 14 rue de Nanteuil, on a un levier extrêmement puissant pour changer et déterminer la nouvelle forme de régulation qui sera hégémonique au niveau mondial en l'an 2000 ! L'essentiel est d'avoir essayé et puis...

Il y a des éléments de stratégie syndicale qu'on pourrait détailler (les syndicats y sont-ils prêts, c'est un autre débat) pour les versions les plus favorables et possibles du compromis saturnien.

Pour reprendre la schématisation que j'ai faite dans mon introduction, il y a cet aspect là et puis l'aspect macro-international. Il ne suffit pas de travailler au mieux, il faut encore voir comment cela se distribue, autour de quelles normes de consommation, etc...

Ces problèmes sont relativement disjoints, car tant qu'il y a des pays à grands déficits, un pays comme le Japon peut faire une révolution dans ses formes d'organisation du travail, sans se soucier le moins du monde de qui va consommer tout ça... Il suffit que les USA le fassent. On marche donc avec une demande extérieure. Mais justement, cela ne peut plus « marcher ». C'est le problème de l'ouverture de la phase 4. Le Japon va y être obligé. S'il est vrai, qu'il a déjà fait pas mal de choses pour remplacer le « pied Ford », quelques trucs pour remplacer le « pied Taylor », quelques trucs pour remplacer le « pied Ford », il a besoin de penser quelque chose pour remplacer le « pied Keynes ». Il ne peut plus compter sur les USA, ou alors il faut un accord avec ces derniers.

Quelques mots maintenant sur le « pied Ford », c'est-à-dire la crise du fordisme.

Supposez qu'il y ait de nouveaux gains de productivité, grâce à de nouveaux accords capital/travail. Il y a plusieurs solutions : ainsi la relance de la consommation n'est pas nécessairement valable dans tous les pays. Probablement, c'est ce que tout le monde souhaitera

**Régulation :  
un compromis  
mondial ou  
des replis  
régionaux ?**

d'accepter le marché unique de 1992 sans imposer en échange un espace social commun en termes de durée du travail, de conventions collectives internationales européennes, de transferts massifs vers l'Europe du Sud, etc. Donc il faut reconquérir des degrés de liberté si l'on veut avoir des compromis sociaux plus avancés, mais d'autre part, la question de la coordination internationale (inter-zones) se pose. On ne demande pas des degrés de liberté absolus !

**Négocier le marché unique européen sans espace social : une faute colossale**

C'est là que se pose la question du bloc du Tiers Monde et du bloc des trois zones capitalistes avancées. Je dis tout de suite que l'URSS s'est largement exclue du jeu car elle n'a rien à proposer, que Gorbatchev, à mon avis, a peut-être de bonnes intentions, mais il n'est pas très clair de savoir lesquelles et surtout de savoir si il y arrivera. Khrouchtchev a pour l'instant duré plus longtemps que Gorbatchev. C'est pas «de la tarte» de remettre les gens au travail en URSS en échange de quelque chose !... Donc éliminons le bloc soviétique, qui a d'ailleurs assez peu d'interconnexions avec les autres blocs : il a été endetté au moment du choc monétariste (phase 2) mais grâce à sa capacité remarquable de répression, il a été capable de rembourser. Ceux qui n'ont pas remboursé sont largement provisionnés dans les banques (Pologne, Roumanie). La dette du bloc de l'Est n'est pas la bombe qui fait sauter le monde occidental.

Reste le problème de l'interaction entre les trois grandes zones capitalistes avancées et le Tiers Monde. Sur le problème de la dette du Tiers Monde, tout le monde ici est à peu près d'accord, il faut aller vers l'annulation de la dette le plus rapidement possible non seulement dans un but humanitaire, mais aussi dans le but de désamorcer la bombe. Vouloir que le Tiers Monde, rembourser, c'est vouloir absorber une énorme quantité de biens fournis par ce même Tiers Monde ce qui aurait des conséquences absolument considérables au niveau de l'emploi, en Europe, aux USA, au Japon. D'ailleurs, les secteurs financiers des pays capitalistes du Nord demandent qu'il rembourse, tandis que les secteurs industriels imposent des barrières douanières face aux exportations du Sud, ce qui est une contradiction dans les termes. Je crois qu'il faut adopter résolument la proposition du capitalisme industriel du

Nord et dire : le Tiers Monde ne remboursera pas. Là-dessus on peut agir (cf. la campagne des ONG) et on a des alliés, y compris dans le camp adverse (les capitalistes industriels du Nord).

Mais cela ne concerne que les déséquilibres passés. Le nouveau, à mon avis, c'est poser des clauses sociales sur le libre-échange international. On ne peut pas traiter tous les pays du Sud de la même façon, il faut avoir en échange du libre-échange des clauses sociales sur la façon dont le Tiers Monde assure sa compétitivité de façon à ne pas donner une prime aux dictatures.

En ce qui concerne maintenant les rapports entre les trois blocs occidentaux, je n'ai jamais dit, contrairement à ce que semble penser Benjamin Coriat, que la phase 3 peut se prolonger, que les USA peuvent continuer à jouer les locomotives, en continuant à s'endetter. Il y a effectivement la médiation des taux d'intérêt qui vient bloquer ce circuit. Le problème est : «peut-on aider les USA à se rééquilibrer sans qu'il y ait une récession aux USA qui se diffuserait au reste du monde ?» (c'est un peu la question que posait Philippe Messine). La récession est certaine aux USA, elle ne l'est pas ailleurs. Si elle est vraiment forte aux USA, elle est certaine dans le reste du monde (les interactions sont extrêmement puissantes, il ne faut pas se voiler la face).

Comment éviter une récession trop forte aux USA ? Il faut diminuer la compétitivité des deux autres pôles évidemment. On pourrait concevoir d'augmenter considérablement les achats, c'est-à-dire une politique d'expansion pour la consommation au Japon et en Europe, mais pour les raisons déjà dites plus haut, c'est assez difficilement concevable, et c'est plutôt à mon avis, en diminuant notre compétitivité, en utilisant autrement les gains de productivité partout, ce que j'ai déjà dit (secteur alternatif, revenu minimum garanti, etc...).

Cela suppose une réforme de l'Europe, car le problème que l'on vient d'évoquer sur les rapports USA-Europe-Japon, se pose à l'intérieur de l'Europe entre Europe du Nord et Europe du Sud. On a besoin de trouver des réformes de rééquilibrage au sein de l'Europe.

*G. Massiah* : Je voudrais revenir sur un aspect : Benjamin Coriat a parlé d'onde longue du libéralisme et

**Les trois blocs occidentaux : en rapports de crise solidaires**

de son échec, donc de sa fin. Une partie du débat est là. On peut se trouver un peu frustré par le manque de solution immédiate. D'ailleurs le «on» n'est pas bien cerné : est-ce le gouvernement français, est-ce un gouvernement de gauche éventuel, est-ce un courant de masse progressiste qui pourrait imposer un certain nombre de choses ? Déjà sur le «on» il y aurait de quoi discuter pendant quelque temps. Mais enfin... on peut toujours agir quelque soit la situation.

Si on parle de la fin de l'onde longue du libéralisme, on se situe dans le long terme, alors comment agir ? Je suis assez d'accord avec le fait que le mouvement de la jeunesse, mais aussi les mouvements dans d'autres pays, d'autres régions montrent un refus et la prise en compte d'un échec. Mais il n'y a pas d'alternative. C'est là que se pose le problème et je suis assez d'accord avec Philippe Messine là-dessus. Ce problème c'est la question des révolutions des modes de pensée, et ce n'est pas quelque chose qui se fait en quelques mois, ni même en quelques années.

Là se pose le problème de l'URSS, et je ne suis pas tout à fait sûr que ce soit si négligeable que ça. J'ai un ami algérien qui dit très justement que ce qui est important avec Gorbatchev c'est que la «langue de bois» a changé de camp ! Ce n'est plus l'URSS qui tient cette langue de bois, mais le libéralisme et Reagan. Ce n'est pas si secondaire que ça...

D'autre part, la question ouverte par l'URSS est que cette période de détente Est-Ouest va se traduire par une insertion du camp Est dans la mondialisation.

On se retrouve devant un autre problème, ici, qui est un peu de même nature que celle de l'onde longue du libéralisme à savoir la tendance à la mondialisation. Je constate que dans le débat ce soir, comme ailleurs, la mondialisation apparaît comme quelque chose d'évident, allant de soi et de positif. On considère qu'il y a mondialisation et que de ce fait, trois pays peuvent parler : les USA, le Japon et la RFA, et encore, leurs banques centrales essentiellement.

De fait, donc on admet que la mondialisation est la tendance lourde. Or, ce n'est pas évident, ce n'est pas inéluctable, il y a d'autres scénarios possibles. La mondialisation est-elle la tendance que l'on considère comme la meilleure à long terme ?

Evidemment, ce n'est pas facile, car refuser la mondialisation suppose de se positionner différemment par rapport à la tendance lourde technologique. Elle est tellement intimement liée à la mondialisation que refuser l'une semble signifier refuser l'autre. D'autre part, jusqu'à présent, le refus de la mondialisation a prit la forme des intégrismes qui sont finalement pas très joyeux à regarder même de loin.

La proposition d'un refus de la mondialisation n'est pas évidente en tant que perspective donnée à des mouvements. En revanche, si ce qu'on a dit se révèle probable, il va y avoir des tendances à l'autonomisation. Peut-être, même, l'URSS ne va-t-elle pas aller jusqu'au bout de l'intégration dans la mondialisation. Il va y avoir peut-être des ruptures, peut-être que d'autres pays, le Brésil par exemple, vont se retrouver finalement coincés par cette nécessité de rentrer dans la mondialisation, quasiment «les pieds devant».

C'est lié à la révolution des modes de pensées. Si on continue à considérer que la mondialisation est vraiment le seul devenir envisageable (la mondialisation telle qu'elle existe !) et que finalement ce qui nous reste à faire c'est de mieux nous situer là-dedans, alors, effectivement on doit se positionner essentiellement par rapport aux trois gouvernements principaux. La révolution des modes de pensée part aussi de chez nous.

X : La gauche européenne n'a jamais mis vraiment l'accent sur la nécessité de l'intégration européenne. C'est plutôt la droite qui le faisait. On a peut-être une certaine responsabilité dans le cadre de l'essai de créer des espaces plus larges, pas forcément mondiaux, dans lesquels on pourrait faire une autre politique. S'est-on investi correctement dans ce cadre ? Il y a au moins des lacunes aussi bien chez les allemands que chez les français. N'a-t-on pas été dans une seule position de refus face à l'Europe en construction telle qu'elle a été faite par les gouvernements ?

B. Coriat : C'est vrai que c'est une question très difficile quand on regarde l'économie française «vue d'avion» par rapport aux poids lourds de l'économie mondiale, on se dit qu'il n'y a strictement aucune issue autre qu'européenne. C'est vrai que de ce point de vue,

L'onde longue libérale : qui peut porter l'alternative ?

Sur l'URSS : Avec Gorbatchev, la langue de bois a changé de camp

La mondialisation une ouverture qui peut coïncider

je crois que cette conscience-là mûrit, qu'on a absolument besoin de l'Europe. Il y a peut être des changements, dans les mentalités, cette fois, avec l'idée qu'il n'y a plus de solutions nationales en ce qui nous concerne. Mais, la question de la perspective européenne de 92, du marché unique, pouvait être l'occasion de faire un pas vers le type d'Europe que l'on voudrait.

Ce qui m'a fait froid dans le dos, c'est le débat entre Delors et Madelin précisément à propos de l'acte unique dans lequel Delors venait de faire son numéro habituel sur le thème de l'Europe fondamentalement social-démocrate dans son cœur et son avenir et où Madelin très brièvement : «Écoutez dans la perspective de l'acte unique européen de 92, il va falloir se battre de manière très dure pour attirer pour les meilleures conditions possibles, chacun dans nos pays, les entreprises» et en substance, il disait que c'était un tremplin pour de nouvelles dérégulations, de nouvelles déréglementations. Autrement dit, alors que le libéralisme est au bout du rouleau, il se relançait en considérant qu'il fallait en France déréglémenter plus fort que les autres si l'on veut que les entreprises viennent chez nous. Il se trouve que je travaille sur le problème des télécommunications. La déréglementation dans cette branche produit des conséquences absolument catastrophiques. Deux très grandes entreprises françaises qui ont des factures téléphoniques et de télécom de l'ordre de plusieurs centaines de millions de francs par an viennent de passer chez British Télécom, parce que British Télécom offre des conditions meilleures quant aux coûts de facturation. Voilà qui est très inquiétant.

Je rejoins ce que disait Alain Lipietz, sans être aussi radical que lui. Mais il est vrai qu'autour de 92 il y a l'occasion d'un nouveau sursaut pour un programme de déréglementations et de mise en concurrence par le bas.

Sur la question des conventions sociales, c'est la même chose. La couverture sociale européenne sera celle du Portugal ou celles des allemands et la noire ? Moi, je me sens européen, mais si l'Europe se construit sur un lissage vers le bas, alors je vais être un anti-européen acharné !

**L'Europe de 1992, possible tremplin de déréglementations dures**

**Le risque d'une Europe sociale minimaliste**

*G. Massiah* : Il faudra faire un débat sur l'Europe.

Je ne suis pas d'accord. L'onde longue libérale non seulement n'est pas terminée mais elle va s'accroître ! Dans deux ans on ne pourra plus faire un programme long en France, il faudra passer par la bureaucratie bruxelloise en formation. Le droit qu'on n'a pas évoqué ici est une question centrale : le droit européen est en train de primer sur le droit national. Le débat juridique énorme qui a lieu aujourd'hui l'atteste.

*Philippe Messine* : Je crois qu'on confond deux choses. Je me sens à contre-courant.

Je crois que très nettement, au moment où le gouvernement socialiste était au pouvoir, il y avait une espèce de police libérale exercée par la commission de Bruxelles, et dans une certaine mesure c'est encore vrai, mais je le crois beaucoup moins qu'il y a 4 ans. J'ai l'impression, pour reprendre ce que disait Benjamin Coriat, qu'il ne faut pas mythifier l'Europe de 92 car l'acte unique ne va pas changer grand chose, c'est vraiment un changement mineur, mais les tendances de fond sont là. Si l'Europe s'intègre économiquement ce n'est pas sous l'influence du Portugal, mais de l'Allemagne : le modèle dominant c'est le modèle allemand, l'espace économique européen sera dominé par l'Allemagne. Pour les normes de régulation et d'arbitrage social, s'il y a influence d'un pays sur d'autres, se sera l'influence de l'Allemagne sur les autres pays.

Et le modèle qui est sous-jacent au discours de la commission de Bruxelles est le modèle allemand. Quand on voit ce que propose la commission de Bruxelles aujourd'hui, elle ne propose pas de supprimer les grands programmes, elle propose d'en mettre de nouveaux en place qu'elle contrôle sur un modèle qui n'est pas le modèle traditionnel français. Le programme «Esprit» existe et la commission réclame le triplement des crédits, le doublement des programmes REI SSE sur les Télécom. Donc un rôle très colbertiste de l'Etat mais pas «à la française». Ce n'est donc pas un modèle (ultra)libéral bien que Madelin pour des raisons idéologiques ne sachant plus à quelle branche se raccro-

**Modèle allemand, modèle dominant ?**

cher, son message étant éculé, essaye de se raccrocher au programme européen.

**B. Coriat** : Quand je dis que l'on est à la fin de l'onde longue libérale, je ne dis pas qu'il n'y a plus de libéraux ou qu'ils sont faibles, je dis que ce programme a échoué. Cela veut dire que l'hégémonie qu'ils avaient réussi à gagner dans des groupes ou secteurs sociaux va aller en se rétrécissant.

La difficulté est qu'il n'y a pas d'alternative organisée, il y aura encore des putsch libéraux à tel ou tel endroit. Les différents milieux politiques ont enregistré cet échec.

Je ne suis pas sûr que l'Europe se fera sur le modèle allemand. Quant aux programmes européens, je suis mitigé mais plutôt dans un sens favorable pour les programmes technologiques.

**Le libéralisme n'a jamais prétendu sortir le monde de la crise, il lui suffit de certains pays ou entreprises**

**A. Faire** : Je serais plutôt d'accord avec Alain Salmon, le libéralisme n'a jamais prétendu nous sortir de la crise. Il lui suffit que certains pays ou certaines entreprises en sortent.

L'alternative est très réduite (des îlots) avec une majorité qui fonctionne autrement.

La «chappe de plomb» existe toujours.

On ne pourra choisir sa régulation sociale que si il y a une fracture qui signifie récession, krach mondial, etc. et là, après peut être y aura-t-il les espaces de liberté nécessaires au choix libre. Mais ce sera le cataclysme; choisir sa régulation, c'est refaire le coup de 83 aujourd'hui, combien de temps va-t-on encore le faire ?

**A. Lipietz** : Les salariés allemands ont arraché de meilleurs compromis que les portugais : c'est dans leur histoire. Le compromis fordiste était très homogène.

Mais il ne faut pas exclure la possibilité d'une forte dualisation dans le compromis qui se met en place : un noyau stable avec un bon compromis là où la technologie est la plus avancée, là où les passés de lutte ont conduit à de bons compromis qui ont d'ailleurs permis aux sociétés de développer la technologie plus que l'oppression des travailleurs, et donc d'être mieux à même d'affronter la compétition, et d'autres zones en Europe, voire dans la même ville (division des sexes,

**Eviter une dualisation du compromis, en freinant l'Europe**

racisme, etc.), qui seraient au régime néo-taylorien (pas de garantie d'emploi, précarité, travaux répétitifs...). Mais comment penser une réforme du marché commun ? Quel système de sas, de clapets de sécurité pendant une période de transition ? Cette recherche implique paradoxalement de ne pas unifier trop vite l'Europe des capitaux et l'Europe des marchandises.

